criptions de la nature, s'il favorise à ce point la licence des opinions et des actions coupables, que l'on puisse impunément détourner les esprits de la vérité et les âmes de la vertu (Ency. *Immortale Dei*). ”

Le paganisme lui-même avait compris l'obligation, pour l'Etat, de s'opposer à la licence des écrivains sans respect pour les choses divines et cherchant à troubler le peuple dans ses croyances religieuses.

Diogène Laërce rapporte que, sur l'ordre des magistrats d'Athènes, les écrits du philosophe Protagore furent brûlés sur la place publique, parce qu'ils attaquaient la divinité.

Le jurisconsulte Ulpien dit qu'à Rome, une loi spéciale défendait de partager entre les héritiers les livres irréligieux trouvés dans une succession, et ordonnait aux juges de les détruire comme étant un poison pour les masses.

Dans les siècles chrétiens et sous les gouvernements catholiques, le droit de répression, à l'égard de la presse, fut exercé avec une sévérité incomprise à notre époque, sévérité cependant nécessaire au maintien de l'ordre et à la conservation des bonnes mœurs.

Au reste, aujourd'hui encore, ceux-là mêmes qui proclament le plus haut la liberté illimitée de la presse, ne sont-ils pas les premiers à la combattre et à l'enchaîner du moment qu'ils voient, en elle, un obstacle au but qu'ils poursuivent ?

Si tels sont les droits et les devoirs de l'Etat à l'égard de la presse, combien, à plus forte raison, l'Eglise de Jésus-Christ a-t-elle l'autorité nécessaire pour condamner les livres, les revues et les journaux qu'elle juge dangereux et nuisibles pour les âmes confiées à sa vigilance et à sa sollicitude !

A toutes les époques de son histoire, l'Eglise catholique a exercé le droit divin qu'elle possède de défendre à ses enfants la lecture de tout ouvrage contraire à la foi, aux mœurs, ou à la discipline. Au XVIIe siècle, elle a même institué une congrégation spéciale, celle de l'Index, avec la mission de signaler aux fidèles les mauvais livres et de s'opposer, par les censures, aux ravages toujours croissants de la presse irréligieuse. Dans chaque diocèse, l'évêque, de droit divin, est juge des motifs suffisants pour condamner même les écrits qui ne tombent pas sous les règles spéciales de l'Index.